

LES PRIX DES PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION FLAMBENT

Des hausses pour souhaiter la bonne année

A peine la nouvelle année entamée que les prix des produits alimentaires ont augmenté. Sur les étalages des commerces, l'huile, le sucre, la farine et la margarine ont subitement flambé.

Rym Nasri – Alger (Le Soir) - Dans son étroit commerce au sein du vieux marché de Belouizdad à Alger, connu beaucoup plus sous l'appellation de marché T'nache, Rabah, l'épicier, ne cache pas son mécontentement quant à la subite hausse des prix de plusieurs produits de large consommation. «Je suis parti m'approvisionner hier -ndlr samedi- au marché de gros de Semmar, et j'ai été très surpris par les prix affichés par les grossistes. Vous vous rendez compte, le prix d'un bidon d'huile de 5 litres a connu une augmentation de 100 DA. Il est passé de 630 à 730 dinars. Le sac de farine de 50 kg a grimpé de 1 080 à 1 450 DA, le kilo de sucre est passé de 96 à 105 DA et le pot de margarine de 1,8 kg cédé auparavant à 320 DA a atteint 455 DA. Devant des prix aussi vertigineux, j'ai dû me résigner à revenir bredouille sans avoir fait aucun achat», tonne le quinquagénaire. En effet, les étalages de son épicerie en témoignent. Ils sont presque vides. Rabah dénonce ainsi l'absence des

autorités concernées, censées assurer le contrôle des prix dans les différents marchés. «Il faut qu'il y ait des lois qui régissent les marchés de gros et de détail. Le contrôle permanent des marchands s'impose également pour mettre fin à toutes sortes de spéculation», suggère-t-il.

Dans un magasin d'alimentation générale, à proximité dudit marché, Hakim, un jeune vendeur, confirme les prix. Les étiquettes collées aux étalages affichent de nouveaux prix. Ici, le sucre est proposé à 120 DA le kilo, contre 100 DA il y a à peine deux jours. Le pot de margarine de 1,8 kg a grimpé de 350 à 400 DA et l'huile a connu une hausse de 20 DA le litre. Certaines marques de produits laitiers, notamment les yaourts, ont connu une augmentation de 1 à 2 dinars. «Les boissons gazeuses, elles aussi, ne vont pas tarder à connaître des hausses de prix. Mes fournisseurs m'ont informé d'une prochaine augmentation», dit-il. Il se retourne vers les étagères de son magasin comme pour véri-

fier sa marchandise et poursuit : «D'ailleurs, tous les autres produits vont certainement suivre.» Révolté par «l'anarchie » qui règne dans ce secteur d'activité, et qui touche directement le citoyen, le jeune commerçant lance amèrement : «On mérite ce qui nous arrive.»

Côté fruits et légumes, la mercuriale n'a pas bougé. Même si les prix de certains légumes ont sensiblement baissé, ceux des légumes dits hors saison sont toujours hors de portée pour de simples citoyens. A l'exemple de la courgette cédée à 170 DA, des poi-

vrons à 160 DA et de la tomate à 70 DA. «Au marché de gros, les haricots sont proposés à 240 DA. A quel prix, je pourrais les céder sur mon étal ?», s'interroge Mustapha, marchand de légumes. Dans les boucheries, la viande connaît également le même

sort. Son prix n'a pas bougé d'un iota depuis plusieurs semaines.

Désormais, faire ses emplettes, c'est devenu une mission difficile, voire dans certains cas impossible. Les citoyens ne savent plus à quel saint se vouer.

R. N.

LE PROCÈS DES ÉMEUTIERS DE OUED-OUCHAYAH
REPORTÉ D'UNE SEMAINE

Le dossier est vide, selon les avocats

Le procès des «émeutiers» ayant protesté contre leur exclusion de l'opération de relogement qui a concerné des habitants de la cité les Palmiers à Bachdjerrah est reporté au 9 janvier prochain, à la demande des avocats de la défense.

Lyas Halles - Alger (Le Soir) - De même, le tribunal de Hussein- Dey, en charge de l'affaire, a rejeté la demande de liberté provisoire pour deux détenus. Un étudiant à l'université Houari-Boumediène de Bab-Ezzouar, 18 ans, et un quinquagénaire, commerçant de son état et qui dit ne rien à voir avec ces émeutes mais, est une «victime». Ce dernier n'a cessé, dès sa rentrée à la salle d'audience, de clamer son innocence arguant qu'il s'est présenté au commissariat plutôt pour «porter plainte contre les émeutiers ayant saccagé son échoppe».

Les familles des détenus se sont, en tout cas, montrées legalistes et aucun incident n'a émaillé l'audience si ce n'est les larmes dudit commerçant : «J'ai laissé mes enfants seuls et puis, je n'ai rien fait, je suis allé au commissariat juste- ment pour déposer une plainte. J'ai tout

perdu à cause de ces émeutes», implorait-il. Sinon, les proches des détenus ont décrié les méthodes d'arrestation de leurs enfants. «Aucun enfant n'est arrêté pendant les émeutes. Ils les ont arrachés de leurs maisons, deux jours après les faits, soit le 28 décembre, et à 5 h du matin. C'est inconcevable. Ceci, au moment où les vrais casseurs jouissent de leur liberté», avancera le frère de l'étudiant au sortir du tribunal et qui reconnaît quand même que sa famille n'a pas bénéficié de logement dans le cadre de l'opération contestée. Or, les avocats qui se sont constitués pour défendre ces «émeutiers» – en fait une bande de gamins, la vingtaine à peine dépassée pour la plupart, à l'exception du commerçant –, sont unanimes : «Le dossier est vide. Et ces jeunes arrêtés ne sont que des boucs émissaires, pour que les poli-

ciers puissent se justifier vis-à-vis de leurs supérieurs.» Par ailleurs, il convient de souligner que 30 parmi les 38 victimes citées dans le dossier, des riverains et autres policiers mobilisés pour museler la protestation des habitants de la cité les Palmiers ont fait défection, hier à l'ouverture du procès. D'autant que seules huit victimes, indiquent les avocats de la défense, furent entendues par le juge d'instruction. Dix-huit personnes sont poursuivies dans cette affaire, dont 7 mineures, et ont comparu devant le tribunal par citation directe. Les onze autres sont en détention préventive.

Rappelons également que ces émeutes sont survenues après une opération de recasement des habitants de la cité les Palmiers de Bachdjerrah. Les protestataires avaient obstrué, à l'aide de barricades multiples et des pneus enflammés, le tunnel de Oued-Ouchayah, donnant lieu à des affrontements entre les émeutiers et les forces de l'ordre.

L. H.

CONFIÉE À LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE GELSENVASSER

La gestion de l'eau à Annaba est en deçà des attentes

L'amélioration de la distribution de l'eau potable et de l'assainissement à Annaba, dont la gestion a été confiée à la société allemande Gelsenvasser, ces dernières années, dans les wilayas de Annaba et d'El-Tarf, n'a pas été au rendez-vous.

Les conséquentes dotations financières apportées à cet effet n'ont pas apporté de changements notables. Les projets réalisés ou lancés par la Direction de l'hydraulique entre les années 1999/2009 mis à part, l'apport de cette gestion déléguée reste très en deçà des projections arrêtées lors de la prise en charge du secteur par l'entreprise allemande. Dotation et plages horaires de l'AEP n'ont pas beaucoup changé dans le sens prévu pour atteindre les

objectifs tracés et qui prévoient de l'eau 24 heures sur 24 à court terme dans la quatrième ville du pays.

Des coupures d'eau qui durent parfois plus de quarante-huit heures sont encore signalées par les citoyens, alors que les plages horaires de distribution stagnent. Elles dépassent rarement les 6 heures par jour. De leur côté, les fuites sont monnaie courante.

Leur prise en charge est très lente, causant des pertes impor-

tantes d'une ressource vitale, dont l'état a consenti d'énormes moyens humains et financiers pour leur captage, transfert et traitement. Important centre urbain, Annaba dispose sur le territoire de sa wilaya de ressources très limitées en eau pour pouvoir approvisionner ses 700 000 habitants. De ce fait, l'essentiel de son alimentation se fait à partir de la wilaya limitrophe d'El-Tarf, pour une grande part, suivie des wilayas de Skikda et de Guelma. Le transfert se fait donc sur plusieurs dizaines de kilomètres. L'assainissement et la protection de la ville contre les inondations restent également en deçà des attentes. S'il y a une certaine amélioration dans ce domaine, le mérite revient aux services de

la Direction de l'hydraulique, qui ont pu réaliser ou mettre en chantier certains projets dans ce sens, à l'exemple des stations de relevage et de dépollution des eaux usées, la station d'épuration (STEP) de l'Allelik, dont l'eau non conventionnelle est destinée à l'agriculture et à l'industrie, le bassin de rétention des eaux pluviales de Zaâfrania.

C'est dire que l'entreprise allemande disposait de l'infrastructure de base pour assurer sa mission avec une meilleure gestion, ce dont elle a été chargé. Comme elle n'a pas effectué, ou très peu, le transfert de savoir-faire au personnel algérien, comme mentionné dans l'accord passé avec les pouvoirs publics.

A. Bouacha

LA DIRECTRICE D'UNE ASSOCIATION DE HANDICAPÉS
ET UN TÔLIER ÉTAIENT À LEUR TÊTE

Deux réseaux d'avortement démantelés à Alger

La directrice de l'association des handicapés El-Rahma, située à Draria, se livrait clandestinement à la pratique de l'avortement et un tôlier vendait des comprimés abortifs avec la complicité d'un ex-infirmier du CHU de Beni-Messous, depuis six mois à la retraite.

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) – Les éléments du groupement de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'Alger viennent de mettre la main sur deux importants réseaux d'avortement clandestin. Pour le premier, il s'agit de la directrice de l'association des handicapés El-Rahma, sise à Draria, qui a été prise en flagrant délit dans son bureau en compa-

gnie de trois hommes et quatre femmes âgées entre 22 et 29 ans, dont une femme de ménage du CHU de Beni-Messous. Après investigations, il s'est avéré que c'est un agent de sécurité du CHU de Beni-Messous qui approvisionnait ce réseau en comprimés abortifs qu'ils vendaient à 4 000 DA la pilule. Ce réseau facturait l'opération d'avortement

entre 10 000 et 20 000 DA. S'agissant du second réseau, il s'agit d'un tôlier qui a été pris en flagrant délit en train de vendre des comprimés abortifs dans la forêt de Bois-des-Cars, à Dely-Brahim, en compagnie d'un ex-infirmier du CHU de Beni-Messous, depuis six mois à la retraite. Les investigations entamées par les gendarmes ont permis la découverte d'un livret de famille vierge chez le tôlier, qu'il gardait pour l'utiliser en cas de complication lors d'un avortement, afin de pouvoir faire hospitaliser l'intéressée. Dans le véhicule de l'infirmier, il a été également découvert une boîte de pharmacie mobile.

M. M.

CONSTANTINE

Trois morts et sept blessés dans deux accidents de la circulation

Deux accidents de la circulation ont eu lieu simultanément, hier, à Constantine faisant 3 morts et 7 blessés. Le premier accident, survenu à l'entrée de la localité de Bounouara, en allant vers la daïra de Aïn-Abid, aux alentours de 10h, a coûté la vie à deux personnes, dont un officier de police, K. H., âgé de 36 ans, qui était à bord d'une Golf de la Sûreté de daïra en compagnie de deux autres policiers que l'on compte également parmi les quatre blessés, dont une femme conduisant une Clio Symbole qui a été amputée d'un bras. La deuxième personne décédée est un homme âgé de 59 ans, qui était à bord de l'un des quatre véhicules entrés en collision avec un camion Mercedes.

Presque au même moment, un véhicule léger de marque Dacia et un camion Berlier se sont télescopés au lieudit El-Gantra El-Kahla, dans la commune de Hamma-Bouziane, causant la mort d'une femme de 47 ans et blessant trois personnes.

K. G.

BLIDA/ILS SONT ACCUSÉS DE PRATIQUER DES AVORTEMENTS

SUR DES FILLES-MÈRES

Un médecin privé et un infirmier devant le juge de Hadjout

De sources bien informées, nous avons appris qu'un médecin privé, domicilié à Mouzaïa et un infirmier exerçant à l'hôpital d'El-Affroun dans la wilaya de Blida, ont été présentés hier, au tribunal de Hadjout, dans la wilaya de Tipasa, pour les accusations de pratique d'avortement sur des filles-mères. Selon nos informations, l'infirmier arrêté aurait vendu à des filles, en grossesse illégitime, des médicaments favorisant l'avortement alors que le médecin pratiquait sur elles une intervention chirurgicale aux fins de leur rendre leur virginité au prix de 100 000 DA l'opération.

A l'heure où nous mettons sous presse, les deux mis en cause se trouvent toujours chez le juge d'instruction.

M. B.